

rentable et moins coûteux, donc, plus ouvert aux importations du reste du monde, et aussi moins enclin à noyer les marchés mondiaux de ses surplus de produits subventionnés à notre grand dam et à celui d'autres producteurs bon marché.

Une troisième initiative des Américains est leur tentative de faire ouvrir les marchés européens au Japon. La grande poussée des exportations japonaises s'est produite vers les marchés nord-américains qui ont été beaucoup plus ouverts. Les Européens qui ont continué à lutter violemment contre les importations japonaises, de sorte que le poids et la charge d'absorber ce flot considérable des exportations du Japon sont retombés, très injustement, sur l'Amérique du Nord. De nouveau, les Américains essaient de détourner une partie de ce flot vers l'Europe, diminuant ainsi leur propre fardeau et le nôtre.

Les États-Unis essaient de persuader les Européens de ne pas créer une sorte de zone d'influence pour toute l'Afrique, mais de permettre à ce continent de devenir un groupe de pays autonomes assez indépendant; plutôt que de les tenir sous l'emprise d'une sorte de néo-colonialisme européen. L'initiative américaine nous avantage beaucoup. M. Sharp vous a parlé de l'anomalie consistant à fournir une aide à certains pays de l'Afrique orientale qui défavorisent les exportations canadiennes. Ce n'est tout simplement pas logique.

Encore une fois, les Américains sont les premiers à proposer de nouvelles règles pour le système monétaire mondial. Sans entrer dans le détail de ces règles à ce stade, je suis d'avis que la plupart de leurs propositions dans le domaine monétaire sont de nature à favoriser les intérêts canadiens—par exemple, une plus grande souplesse du cours des changes et des accords de parité qui, mise en vigueur, permettrait au Canada de retourner au rang de ceux qui respectent les règles du fonds international, plutôt que de flotter librement à l'extérieur, comme nous avons été forcés de le faire depuis tant d'années. En général, l'attitude des États-Unis vise à restructurer et à reconstruire le système monétaire et commercial internationaux sur une base non discriminatoire pour éviter la scission du monde en bloc antagonistes. En ce moment comme nous le savons, c'est tout le système des échanges commerciaux et des paiements qui risque de s'écrouler. Les États-Unis et l'Europe ont de graves préoccupations d'ordre intérieur, mais les Américains ont su, en outre, orienter le monde dans toutes sortes de domaines très utiles pour nous autres.

Monsieur le président, puis-je brièvement faire quelques commentaires en me plaçant du point de vue d'un canadien?

Le président: Oui, monsieur, je pense que c'est une excellente façon de conclure.

Le sénateur Macnaughton: Vous nous avez donné le produit national brut pour ce qui a trait aux exportations: La CEE, 10 p. 100; le Canada... Je ne suis pas certain des chiffres...

M. Plumpire: Pour le Canada, c'est un peu plus que 20 p. 100, presque 21 p. 100.

Le sénateur Macnaughton: Et pour les États-Unis, c'est entre 4 et 5 p. 100.

M. Plumpire: Pour les États-Unis, le taux est de 4.3 p. 100 soit, entre 4 et 5 p. 100.

Le sénateur Grosart: Il s'agit de produits d'exportation.

M. Plumpire: Oui, de produits d'exportation.

Le sénateur Grosart: Ce pourcentage varie quelque peu si l'on tient compte des exportations de capitaux d'investissement.

M. Plumpire: Vous voulez dire l'intérêt des États-Unis; c'est tout à fait vrai, oui.

Le sénateur Grosart: Et assez important en ce moment.

M. Plumpire: Certainement, oui.

Maintenant examinons les attitudes du Canada. Comme je l'ai déjà dit, les initiatives du gouvernement américain me semblent vivement souhaitables pour le Canada. Cependant nous restons paralysés en face d'elles et, à vrai dire, nous le sommes, car elles ont été souvent abruptes et poussées à l'extrême, ce qui permet difficilement aux amis, aux amis d'autrefois et aux amis habituels de l'Oncle Sam, de leur donner tout l'appui qu'elles méritent. Néanmoins, j'espère que nous arriverons à surmonter ces inhibitions parce que sans initiatives de ce genre, le monde semble se désintégrer d'une façon qui pourrait être très néfaste aux intérêts canadiens.

Si par malheur ou, par suite d'une mauvaise administration, le monde se divisait en différents blocs hostiles ou non, je n'ai aucun doute que le Canada se rangerait en fin de compte du côté de l'Amérique du Nord. Je n'ai aucun doute là-dessus et il n'existe ailleurs, aucun autre choix viable. La géographie, le voisinage, la communauté de langue, une technologie commune, les médias d'information, tout contribuera, si le monde se scinde en blocs à faire en sorte que nous nous trouvions dans le bloc de l'hémisphère occidental ou, si vous voulez, dans le bloc des États-Unis. De ce fait, il me semble tout à fait évident qu'il faut consacrer tous nos efforts à empêcher le monde de se diviser soit parce qu'on ne veut pas s'allier au bloc américain, soit qu'on souhaite une certaine liberté d'action pour notre pays.

Cela nous conduit à un paradoxe intéressant et assurément vrai, à savoir que la meilleure manière de ne pas chavirer dans le camp américain consiste à appuyer les mesures qu'ils prennent actuellement en vue de créer un monde multilatéral d'où toute distinction injuste serait bannie. Pour certains, le fait d'aider les États-Unis équivaut à nous blottir contre eux. En fait, c'est la seule et unique façon, à mon avis, d'échapper à la domination américaine. Je répète encore une fois que cela ne signifie nullement que nous ne devrions pas recourir au genre d'initiatives prises par M. Pepin et M. Sharp pour stimuler et diversifier nos échanges commerciaux et élargir nos perspectives. Cependant, comme je l'ai déjà dit, je ne pense pas que de telles mesures pourront modifier notre position fondamentale d'étroite dépendance envers les États-Unis.

C'est pourquoi, mon message final est que nous devrions éviter les accords préférentiels. Comme on l'a dit au cours d'une rencontre précédente, les efforts en vue de changer radicalement nos relations avec les États-Unis ont été amorcés par MM. Bennett et Diefenbaker. On a fait souvent remarquer, à cette époque, qu'il s'agissait de conservateurs, mais il est également vrai que le budget